

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 1, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

Article 1 [Définition de l'espace]

L'Union constitue un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques européens.

Elle assure l'absence des contrôles des personnes aux frontières intérieures et développe une politique commune en matière d'asile, d'immigration et de contrôle des frontières extérieures fondée sur la solidarité entre États membres et équitable à l'égard des ressortissants des pays tiers.

L'Union contribue à assurer ~~assure~~ un niveau élevé de sécurité par des mesures de prévention et de lutte contre la criminalité *transfrontalière*, de coordination et coopération entre autorités policières et judiciaires pénales et autres autorités compétentes, ainsi que par la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales et le rapprochement des législations pénales.

L'Union assure ~~facilite l'accès à la justice, notamment par~~ la libre circulation des actes et des jugements en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle.

Explication éventuelle : L'objectif d'un niveau élevé de sécurité doit être assuré par les États membres et par l'Union et non par l'Union seule. Celle-ci doit donc « *contribuer* » à assurer ce niveau élevé de sécurité.

La rédaction du dernier alinéa vise à mieux préciser la compétence de l'Union.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 3, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL, Alexandru ATHANASIU, membres titulaires, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article 3 : [Rôle des Parlements nationaux]

1) Les parlements nationaux participent ~~peuvent participer~~ aux mécanismes d'évaluation figurant à l'article 4 de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol conformément à l'article 22 de la Constitution.

2) {Par dérogation aux dispositions prévues dans le protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, dans le cas où, au moins un quart des Parlements nationaux émettrait des avis motivés sur le non-respect du principe de subsidiarité par une proposition de la Commission présentée dans le cadre des chapitres 3 et 4 du présent titre, cette dernière est tenue de la réexaminer. A l'issue de ce réexamen, la Commission peut décider, soit de maintenir sa proposition, soit de la modifier, soit de la retirer. La Commission motive sa décision. La présente disposition s'applique également aux initiatives émanant d'un groupe d'États membres conformément aux dispositions de l'article 8 du présent titre.}-¹

3°) Lorsqu'un parlement national estime qu'une proposition législative va à l'encontre d'un aspect fondamental du droit pénal de son État, il peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission de la proposition législative, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé.

¹ Dans une version ultérieure du projet de Constitution, cette disposition devrait être transférée vers le protocole sur le respect de l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (...).

Explication éventuelle : L'article 4 du projet proposé par le présidium prévoit que le Conseil « peut » établir un mécanisme d'évaluation. Dès lors qu'il en décide ainsi et qu'un tel mécanisme est mis en place, les parlements nationaux « doivent » y participer.

Le 3) reprend une des recommandations du groupe de travail. Il convient de souligner que ce mécanisme d' « alerte précoce », inspiré de celui prévu en matière de contrôle de la subsidiarité, n'alourdirait pas la procédure législative.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 5, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL, Alexandru ATHANASIU, membres titulaires, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article 5 : [Coopération opérationnelle]

Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union la promotion et le renforcement de la coopération opérationnelle en matière de sécurité intérieure, un comité permanent peut être institué au sein du Conseil. Sans préjudice de l'article [207 TCE], il assure la coordination de l'action des autorités compétentes des États membres, y compris des autorités de police, de douane et de la protection civile. Les représentants d'Europol, d'Eurojust et, le cas échéant, du Parquet européen peuvent être associés aux travaux du comité. Le Parlement européen *et les parlements nationaux sont* ~~est~~ tenus ~~est~~ informés des travaux.

Explication éventuelle : Compte tenu du caractère sensible pour les citoyens de la coopération opérationnelle entre les États membres, il paraît nécessaire de prévoir, outre l'information du Parlement européen, celle des parlements nationaux.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 14, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

Chapitre 2 : Coopération judiciaire en matière civile

Article 14 : [coopération judiciaire en matière civile]

1) L'Union développe une coopération judiciaire ~~en matière civile~~ *dans les matières civiles ayant une incidence transfrontalière*, fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.

2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadres visant entre autres à assurer :

- la reconnaissance mutuelle entre les États membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution, *y compris dans le domaine du droit de la famille* ;
- la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
- la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
- la coopération en matière d'obtention des preuves ;
- *l'accès à la justice et à l'indemnisation des victimes dans les affaires transfrontalières* ~~un~~ *niveau élevé d'accès à la justice* ;
- le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres ;
- ~~le développement de mesures de justice préventive et de méthodes alternatives de résolution de litiges ;~~
- un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.

~~3) Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.~~

Explication éventuelle : Cette proposition d'amendement a deux objets. Elle vise, d'une part, à mieux préciser le champ de compétence de l'Union, qui devrait se limiter aux matières civiles **ayant une incidence transfrontalière**.

Cette proposition d'amendement vise, d'autre part, à **supprimer le régime dérogatoire prévu dans le domaine du droit de la famille**. En effet, une dérogation n'est plus justifiée dès lors qu'on se limite aux questions ayant une incidence transfrontalière.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 16, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

Article 16 : [Procédure pénale]

Afin de renforcer la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des États membres et de garantir l'efficacité des instruments communs de coopération policière et judiciaire, *et dans la mesure où ces règles portent sur des procédures ayant une incidence transnationale et où elles sont nécessaires pour assurer la pleine application de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires.* le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois et lois-cadre comportant des règles minimales portant sur :

- l'admissibilité des preuves dans l'ensemble de l'Union ;
 - la définition des droits des personnes dans la procédure pénale dans le respect des droits fondamentaux ;
 - les droits des victimes de la criminalité ;
 - d'autres éléments spécifiques de la procédure pénale, qui seront identifiés préalablement par le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen.
-

Explication éventuelle : Cette proposition d'amendement vise à mieux délimiter les compétences respectives de l'Union et des États membres en matière de procédure pénale.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 20, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL et Alexandru ATHANASIU, membres titulaires.

Article 20 : [Parquet européen]

~~1) En vue de combattre les crimes graves ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant un Parquet européen au sein d'Eurojust. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs États membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des États membres l'action publique relative à ces infractions.~~

Un Parquet européen est institué pour les États membres qui ont déclaré accepter sa création.

Le Parquet européen est compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union.

Le Parquet européen est doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires.

Il supervise les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création.

Le Parquet européen met en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil, conformément à la procédure visée au paragraphe 3.

~~2) La loi visée au paragraphe précédent~~ *Le Conseil, statuant selon la procédure visée au paragraphe 3, fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions. Il détermine également les modalités de l'information conjointe du Parlement européen et des Parlements nationaux des États concernés sur les activités du Parquet européen.*

~~3°) Pour l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le Conseil statue à l'unanimité des États membres ayant déclaré accepter la création du Parquet européen, après consultation du Parlement européen et des Parlements nationaux de ces États.~~

Explication éventuelle : Il sera difficile d'obtenir l'unanimité pour créer un Parquet européen dans une Union de vingt-cinq États membres. Cette proposition d'amendement vise donc à instituer le Parquet européen sous la forme d'une « coopération renforcée », c'est-à-dire pour les seuls États qui accepteraient sa création. Cette « coopération renforcée » serait ouverte sans aucune restriction à la participation de tous les États membres.

Ce Parquet européen serait compétent pour lutter contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres concernés, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union. Il serait doté de la compétence de déclenchement des poursuites, de direction de celles-ci et d'évocation d'affaires. Il superviserait les activités d'enquête d'Europol et de l'Olaf, lorsqu'elles concernent les États membres ayant accepté sa création. Il mettrait en œuvre les priorités de l'action publique fixées par le Conseil. Le Parlement européen et les parlements nationaux des États concernés seraient tenus informés de ses activités.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 22, Titre ... : Espace de liberté, de sécurité et de justice, Partie II de la Constitution

Déposée par MM. Hubert HAENEL, Alexandru ATHANASIU, membres titulaires, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article 22 : [Europol]

1) La mission d'Europol est d'appuyer et de renforcer l'action des autorités policières des États membres ainsi que leur collaboration mutuelle dans la prévention et la lutte contre la criminalité grave affectant deux ou plusieurs États membres, le terrorisme et les formes de criminalité qui portent atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union.

2) Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, déterminent la structure, le fonctionnement, le domaine d'action et les tâches d'Europol. Ces tâches peuvent comprendre :

- la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange des informations transmises par les autorités des États membres ou de pays ou instances tiers ;
- la coordination, l'organisation et la réalisation d'enquêtes et d'actions opérationnelles, menées conjointement avec les services des États membres ou dans le cadre d'équipes conjointes d'enquête.

La loi visée à l'alinéa précédent fixe également les modalités de contrôle conjoint des activités d'Europol par le Parlement européen et ~~auquel sont associés~~ les Parlements nationaux.

3) Toute action opérationnelle d'Europol doit être menée en liaison et en accord avec les services du ou des États membres dont le territoire est concerné. L'application de mesures de contrainte relève exclusivement des autorités nationales compétentes.

Explication éventuelle : Cette proposition d'amendement est fondée sur l'idée d'assurer un **contrôle conjoint des activités d'Europol par le Parlement européen et les parlements nationaux**, telle qu'elle a été avancée notamment par la Commission européenne dans sa communication du 26 février 2002 relative à l'exercice d'un contrôle démocratique sur Europol.
